



Articles

- 1 **Éditorial** : Le déni d'existence,
par *Benoit Van Keirsbilck*
- 3 Quelles priorités dans les réponses à la délinquance juvénile ? Un rapport en demi-teintes,
par *Benoit Van Keirsbilck*
- 6 Ne confondez pas mendier avec un enfant et exploiter la mendicité d'un enfant !,
par *Ch.-E. Clesse*
- 10 Interview de Loredana,
par *Elke Mussche*
- 12 Résolution du Parlement européen du 9 septembre 2010 sur la situation des Roms et la libre circulation des personnes dans l'Union européenne
- 14 L'intégration des droits de l'enfant dans la Constitution : un progrès ?,
par *Mailys Verhaegen*
- 24 «Solution durable, solution responsable»,
par *Valérie Henrion*

Documents

- 26 Avis 92/08 de la Commission de déontologie.
Demande d'avis de : SDJ - Règlement d'ordre intérieur du Centre fédéral «*De Grubbe*»

Travaux parlementaires

- 31 Interpellation de M. André du Bus de Warnaffe à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. Nécessité d'un dispositif de prise en charge de la mendicité infantile
- 33 Question de M. Damien Yzerbyt à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. **État** des lieux – Collaboration SAJ-CPAS
- 34 Question de M. Pierre Migisha à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. Opérationnalisation du centre fermé de Saint-Hubert
- 36 Question de Mme Véronique Salvi à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. Évaluation de l'offre d'hébergement pour jeunes en danger ou en difficulté
- 37 Question de M. Damien Yzerbyt à Mme Évelyne Huytebroeck, ministre de la Jeunesse. La réforme des conseils d'arrondissement de l'Aide à la jeunesse

Jurisprudence

Cour Eur. D. H. – 16 mars 2010

Enfants Roms – Classes de primaire distinctes – Différence de traitement – Interdiction de la discrimination – Droit à l'instruction – Droit à un procès équitable dans un délai raisonnable – Articles 6, §1^{er} et 14 de la Convention européenne D. H. combiné avec l'article 2 du Protocole n° 1 à la Convention – Violation

38

Cour Eur. D. H. – 6 avril 2010

Modalités de garde – Séparation frère et sœur – Droit au respect de la vie privée et familiale – Art. 8 de la Convention européenne D. H. – Violation

38

Cour Eur. D. H. – 6 juillet 2010

Déplacement illicite d'enfant par sa mère – Ordre de retour – Droit au respect de la vie privée et familiale – Article 8 de la Convention européenne D. H. – Violation si l'ordre de retour était exécuté

39

Cons. cont. Étrangers - 31 mai 2010 - N° 44.410

Droit des étrangers – Mineur étranger non accompagné (MENA) – Délivrance d'un ordre de reconduire au tuteur – Défaut de visa et de passeport – Problèmes familiaux aigus et précarité matérielle – Intégration et scolarité réussies en Belgique – Circulaire du 15 septembre 2005 sur le séjour des MENA – Application – Rien n'exclut son application aux mineurs dont les parents sont en vie dans le pays d'origine – Solution durable – Regroupement familial dans le pays d'origine – Vérification des conditions d'accueil dans l'hypothèse d'un retour au pays – Principe de bonne administration.

40

C. E. (sect. cont. admin., 12^{ème} ch.) – 18 août 2010

Enseignement libre subventionné – Décision d'exclusion d'un élève – Pas d'effet unilatéralement imposé aux tiers – Relation contractuelle – Incompétence du Conseil d'État

42

Liège (16^{ème} ch.) – 28 janvier 2010 – 2009/JP/206

Aide à la jeunesse – Intégrité physique et psychique actuellement et gravement compromise – Conflit familial – Instrumentalisation de l'enfant – Opposition réciproque persistante – Absence de contacts avec le père – Danger pour le développement psychique – Hébergement temporaire hors du milieu familial – Mise en œuvre par le directeur de l'aide à la jeunesse

43

Bruxelles (14^{ème} Ch. Corr.) – 26 mai 2010

Droit pénal - Exploitation de la mendicité d'autrui – Enfant de la personne mendiant – Articles 433^{ter} et 433^{quater} du Code pénal – Éléments constitutifs de l'infraction – Non réunis en l'espèce – Mendicité – Ne constitue plus un délit – Présence d'enfant auprès d'une mère qui mendie – Pas épa-nouissant – Mais ne constitue pas une infraction pénale

44